

Nouvelles locales du mercredi 27 août 2014

@rib News, 27/08/2014 | Politique - Certains politiciens se lamentent du fait qu'ils n'ont pas été invités dans la que la CENI a tenue ce mardi à l'intention des partenaires de la préparation des élections. Selon Rwaso Agathon (photo), la CENI se comporte comme si elle a déjà pris position face à ces politiciens qui ont été cartés de leurs formations politiques respectives. Il trouve que cela montre que cette commission ne va pas accomplir sa mission d'une manière satisfaisante. Il constate par ailleurs que même le ministre de l'intérieur ne l'invite pas dans différentes réunions qu'il tient avec les acteurs de la politique burundaise et voit que le comportement de la CENI inscrit dans cette même logique. Il annonce ainsi que malgré cela, il va participer aux élections de 2015 que la CENI et le ministre de l'intérieur le veulent ou pas. [rtr/bonesha]

- C'est le même sentiment chez les membres du parti Uprona non reconnu par le ministre de l'intérieur. Selon le président du comité central de ce parti élu en 2009, il est inconcevable que la CENI invite les dirigeants illégitimes de ce parti qui ont été désignés tout en oubliant d'inviter ceux qui ont été élus. Selon le député Charles Nditije, l'acte commence à montrer son caractère penchant dans la préparation des élections, ce qui fait douter de sa capacité à transcender les sollicitations des partisans des partis politiques. Ainsi, il demande que la loi soit respectée et que toute personne qui le désire soit invitée à participer à la préparation des élections. De son côté, le porte-parole de la CENI estime que toute la population burundaise ne pouvait pas être invitée dans cette réunion. Prosper Ntahorwamiye précise qu'ils ont refusé d'inviter les membres de la société civile, les partis politiques agricoles ainsi que les bailleurs. [rtr/bonesha]

- Le Barreau près la Cour d'appel de Bujumbura s'insurge contre la mesure du ministre de la Justice de le faire déménager des bureaux qu'il occupait dans les enceintes de la Cour constitutionnelle depuis 14 ans. En effet, le ministre de la Justice a estimé que ces bureaux devraient abriter le Secrétariat du Conseil supérieur de la magistrature et a donné un délai d'un mois au Barreau de Bujumbura pour vider les lieux à compter du 18 août 2014. Selon le président du Barreau, il s'agit d'une mesure qui inscrit dans la logique de déstabilisation du Barreau à la ministre Barandagiye est livrée depuis quelques temps. Maître Gabriel Sinarinzi trouve que le ministre considère le Barreau comme une organisation illégale qui n'existe même pas. Il trouve par ailleurs que cela peut avoir une incidence négative sur la justice rendue à la population y compris les dirigeants actuels qui peuvent recourir dans les jours à venir aux services des avocats. Il annonce qu'ils ont envoyé une correspondance au président de la République pour qu'il arrête cette mesure du ministre de la justice. Néanmoins, il assure qu'ils ont pris acte de cette décision et qu'ils sont en train de chercher un autre lieu tout en précisant que cette mesure ne devient tout de même pas illégitime. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha]

- Des infirmiers ont été arrêtés le matin de ce mercredi par la police de Rutovu dans la même commune de la province Bururi. Ils ont été accusés de voler des matériaux utilisés dans le laboratoire de cet hôpital. Selon la police de Rutovu, ces infirmiers ont été surpris en flagrant délit en possession de ces équipements. Ils ont même tenté de payer une somme de 300.000 Fbu afin qu'ils soient relâchés mais en vain. Elle assure qu'ils ont été gardés pour confection de leur dossier pénal. Signalons que d'autres équipements de cet établissement sanitaires avaient été volés il y a presque un mois et que leur destination n'est pas encore connue. [rpa/isanganiro/bonesha]

- L'association des amis de la nature s'inquiète du fait que des cadavres restent pour longtemps dans le lac Rweru dans la province de Kirundo. Selon le président de cette association, il est déplorable que les autorités burundaises et rwandaises n'aient pas pu trouver de solution à cette question au moment où elles étaient rendues sur terrain ce lundi soir. Mamert Sabushimike demande plutôt que des enquêtes soient menées afin de déterminer l'origine des victimes et si besoin il y a, les auteurs de ces tueries. Il fait constater que ceux qui ont jeté ces corps dans le lac Rweru ont violé certaines conventions protégeant les aires aquatiques. Il demande à la population des environs du lac Rweru de ne pas utiliser l'eau de ce lac qui est pour le moment infectée. Il demande aussi aux pêcheurs de ne plus pêcher dans ce lac jusqu'à ce que ces corps soient retirés du lac. Il demande en fin au gouvernement burundais et rwandais de tout faire pour enterrer les victimes afin de préserver la santé de la population environnante. [rpa/bonesha/isanganiro]

- Une personne a été arrêtée à Mutambara de la zone Gatete en commune Rumonge de la province Bururi la nuit de ce mardi à mercredi par la police de Rumonge. Membre de la ligue des jeunes Imbonerakure de la commune Kanyosha en mairie de Bujumbura, Léonard Mbonwanayo s'était fait passer pour un membre de la cellule anti fraude travaillant avec la brigade spéciale anti corruption. Ainsi, en compagnie d'autres jeunes, ils ont tendu des embuscades à plusieurs véhicules à Mutambara en leur exigeant de l'argent avant de les laisser passer. Ils leur expliquaient qu'ils travaillent en collaboration avec la brigade spéciale anti corruption et l'OBR dans la lutte contre la fraude. Certaines victimes dont un transporteur de charbon à qui ces voleurs ont dérobé une somme de 100.000 Fbu ont pourtant refusé de dénoncer ces actes et la police est vite intervenue même si elle n'a pas pu mettre la main sur les autres jeunes qui se sont aussitôt enfui. Celui qui a été appréhendé se trouve entre les mains de la police à Rumonge qui précise que cette cellule anti fraude est finalement composée de voleurs comme par ailleurs certains commerçants de la commune Rumonge l'avaient déjà confirmé. [rpa/bonesha/isanganiro/rtnb]

- Questions orales au Sénat de la ministre des Transports, Travaux publics et de l'Équipement ce mardi soir. Elle a eu à répondre aux questions relatives à la réhabilitation de certains axes routiers dont la dégradation atteint un niveau impressionnant. Il s'agit en outre de l'axe Nyakararo-Mwaro-Gitega. Elle annonce que cet axe ne sera pas réhabilité même si le budget alloué à ce travail est prévu dans l'exercice de cette année. Elle en effet explique cela par le manque d'une entreprise crédible qui ait postulé. Concernant la réhabilitation de la route Gatumba, elle a annoncé que les travaux avaient été suspendus suite à une décision prise avec les représentants de la société qui était en train de procéder à sa réhabilitation, mais que les travaux vont bientôt redémarrer. Elle a aussi annoncé le début prochain de la réhabilitation de la RN1 Bujumbura-Bugarama. Les sénateurs auraient aussi souhaité que le Burundi se dote des moyens de contrôle de tonnage pour les camions qui passent sur nos routes afin de diminuer les risques de destruction des routes nationales. Signalons que cette séance avait vu la participation de 16 sénateurs uniquement. [rtr/rpa/isanganiro/bonesha/rtnb] | Economie - Le

porte-parole de la deuxième vice-présidence de la République annonce que les travaux de finalisation de construction du marché provisoire du COTEBU ne sont pas encore terminés. Melchior Simbaruhije ajoute que même le délai de début de fonctionnement de ce marché ne peuvent pas être fournis puisque ces travaux peuvent prendre un temps relativement long. Il intervient au moment où les commerçants victimes de l'incendie du marché central de Bujumbura en janvier 2013 et qui attendent d'être casés dans ce marché provisoire se demandent toujours à quant le début de activités dans ce marché. [isanganiro]